

qui, expressément, demandaient à se renseigner sur ces garanties?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je voudrais dire que l'honorable député est complètement dans l'erreur quant aux affirmations qu'il vient de faire. En fait, aucune correspondance n'a été échangée entre mon ministère et les compagnies d'automobiles à ce sujet. Par ailleurs, des fonctionnaires de mon ministère essaient d'obtenir des renseignements extrêmement importants, en vue de favoriser les consommateurs. Aussitôt que nous aurons obtenu ces renseignements, il me fera énormément plaisir de les rendre publics.

[Traduction]

M. Rodriguez: Je n'ai jamais dit que le ministre avait été informé par l'industrie de la construction automobile: c'est l'Association pour la protection des automobilistes qui a informé le ministère de ces prolongations de garanties. Je pose donc au ministre la question supplémentaire que voici: a-t-il l'intention de mettre un terme à la magnifique collaboration qui règne entre son ministère et la construction automobile, en publiant tout le dossier qu'il possède sur les garanties cachées et en présentant un projet de loi qui obligerait l'industrie à faire connaître au consommateur les prolongations de garanties?

[Français]

M. Ouellet: Monsieur l'Orateur, les prémisses de la question de l'honorable député sont erronées. C'est pour cela que j'ai répondu plutôt par la négative.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LA FERMETURE D'AÉRODROMES DU NORD DU MANITOBA AUX TRANSPORTEURS DES CLASSES 2 ET 3—LES MESURES D'URGENCE ENVISAGÉES

M. Dean Whiteway (Selkirk): Monsieur l'Orateur, j'ai à poser au ministre des Transports une question faisant suite à celle que lui adressait la semaine dernière mon collègue, le député de Churchill. Ce dernier a demandé au ministre pourquoi il avait interdit les pistes d'atterrissage du Nord du Manitoba aux transporteurs de classe 2 et de classe 3. Comme ces pistes étaient utilisées depuis quatre ans, je sais que le ministre a un plan d'urgence, autrement il ne les aurait pas fermées.

Des voix: La question.

M. Whiteway: Le ministre dirait-il à la Chambre quels sont les plans d'urgence destinés à remédier à la paralysie qui résulte de la fermeture de ces pistes du Nord.

Questions orales

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je prends note de la question et je vais me renseigner.

* * *

LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE

L'UTILISATION D'HÉLICOPTÈRES POUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN ONTARIO—DEMANDE DE PRÉCISIONS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre à laquelle il pourra répondre très facilement, ce qui permettra à sa tension artérielle de revenir à la normale. A-t-il l'intention de faire d'autres voyages en hélicoptère en Ontario au cours des prochains mois? Dans l'affirmative, accepterait-il l'offre des députés et des candidats provinciaux conservateurs de payer toutes les dépenses de sa tournée pour que les contribuables n'aient pas à les assumer? Les candidats estiment qu'une tournée de ce genre leur serait très avantageuse pendant la prochaine campagne électorale, tout comme l'avait été pour moi la visite du premier ministre dans ma circonscription pendant la campagne électorale de 1972. Il avait visité la foire de Picton et avait montré aux électeurs pourquoi il valait mieux voter pour les conservateurs.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis un peu étonné de l'offre de l'honorable représentant parce que je sais où le parti conservateur obtiendrait les fonds pour payer cette tournée.

Une voix: De la même source que vous.

M. Trudeau: J'ai en main une lettre destinée au ministre des Transports et rédigée en une seule langue, qui demande au ministre des Transports de fournir des fonds au parti conservateur. A mon avis, c'est honteux.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LES DÉMARCHES DES INDIENS ET MÉTIS DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST POUR LA CONSTITUTION DE LA NATION DENE

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. A-t-il reçu des instances de la Fraternité des Indiens et de l'Association des Métis des Territoires du Nord-Ouest au sujet de la constitution de la nation Dene? Deuxièmement, le gouvernement a-t-il décidé quelle sera sa position à cet égard et, troisièmement, dans l'affirmative, quelle sera-t-elle?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Non, monsieur l'Orateur. A part ce que j'ai vu dans la presse, je n'ai rien reçu d'officiel à ce sujet. J'attends une copie des résolutions. Cependant, à première vue, j'estime qu'il ne serait pas plus acceptable